



Luttes sociales

Bulletin d'information de SUD-Rail Paris-Est

MAI 2019

UN AN APRES: Faire toute la lumière sur le suicide notre camarade Julien Pieraut !

Il y a un an, le 21 mai 2018, notre collègue Julien Pieraut mettait fin à ses jours en se jetant sous un train, alors qu'il se rendait à son service de matinée.

Embauché au Technicentre Est Européen (TEE) depuis 2012, Julien était en souffrance à son travail.

Survenu en plein mouvement contre le pacte ferroviaire, le suicide de Julien avait suscité un émoi important parmi les cheminots. Nous étions nombreux à lui rendre hommage lors d'un rassemblement dans l'enceinte du TEE quelques jours après.

Rapidement, le CHSCT a débuté une enquête pour déterminer les conditions dans lesquelles Julien en est arrivé là. Deux collègues du CHSCT (CGT et SUD-Rail) ont réalisé un travail minutieux. Ils ont notamment rencontré individuellement, anonymement et sans la présence de la direction, des cheminots aillant travaillé avec Julien pour s'entretenir sur leur ressenti au travail.

Le résultat est accablant pour la SNCF.

A tel point que celle-ci a refusé que le rapport soit transmis à la famille de Julien. Sa mère et sa belle-mère ont dû faire le déplacement jusqu'au TEE pour en avoir une lecture orale.

SUD-Rail Paris-Est demande

- ☛ **Que l'enquête réalisée par le CHSCT suite au suicide de Julien soit communiquée aux cheminot-e-s**
- ☛ **Que la direction rende des comptes sur les mesures de prévention mises en œuvre afin qu'un tel drame ne se renouvelle pas !**
- ☛ **Que le suicide de Julien soit reconnu comme un accident du travail, ce que refuse pour l'instant la Caisse de Prévoyance**

Syndicat des travailleurs du rail de Paris-Est
Solidaires, Unitaires et Démocratiques
168 rue Lafayette 75010 Paris
sudrailpe@wanadoo.fr Tél / Fax: 01 42 05 00 82 - 711 019

JULIEN PIERAUT

Embauché en 2012, Julien vient de loin. Il habite Chauny dans l'Aisne et il doit passer près de 4h par jour dans les transports pour venir jusqu'à Pantin.

En poste en « 3X8 semaine », il a particulièrement du mal à assurer les matinées : il doit se lever à 3h et rouler 80km jusqu'à Creil pour prendre le train. Le soir, il rentre chez lui vers 17h-18h épuisé. Sans compter la dépense qu'engendre 160 km de route.

Il accumule de la fatigue, commence à arriver en retard au boulot et finit par être absent. L'entreprise opère des retenues sur salaire, certains mois il touche moins de 1000 euros.

En octobre 2016, Julien demande à passer en horaires de journée et fait une demande de mutation. En vain.

La seule proposition qui lui sera faite par l'encadrement est de passer de « 3X8 semaine » en « 3X8 sept jours sur sept » à l'équipe dépannage !

Entre des problèmes d'argent et des soucis dans son équipe, il finit par « accepter » à contre cœur son nouveau poste en janvier 2018.

En contrepartie, il demande une position supplémentaire et fait une demande de logement SNCF, notamment vers Creil, pour se rapprocher du TEE. Encore une fois en vain.

Sur l'année 2017, Julien n'aura pas son entretien annuel : il ne sera reçu que pour des sanctions.

Considéré comme un bon professionnel par la direction et un bon camarade par ses collègues, Julien se suicide sous un train le 21 mai 2018 à 5h30 du matin sur le chemin du travail.

C'est un choc, la vie d'une famille qui bascule. Des cheminots en deuil.

Il n'est jamais anodin qu'un cheminot se suicide dans les enceintes de la SNCF. Il n'est pas non plus anodin que cela se soit passé sur une matinée, un service particulièrement douloureux pour Julien.



Ce n'est pas un cas isolé

Les organisations syndicales dénombrent de 50 à 60 suicides de cheminots par an (voir le communiqué Sud rail en dernière page). Encore une fois, la direction de la SNCF refuse de communiquer sur ce sujet. Nous sommes en train de vivre à la SNCF les mêmes effets dévastateurs des politiques libérales qui ont détruit des entreprises comme France Télécom-Orange laissant des milliers de salariés sur le carreau (démissions, départs anticipés, suicides, ...)

Le procès actuel des dirigeants d'Orange, accusés de harcèlement moral, met en lumière ces politiques d'entreprise dévastatrices !

La SNCF est devenue une multinationale dont le seul objectif est de dégager des bénéfices et se faire une place dans la concurrence, sans se préoccuper de respecter les humains et les valeurs du service public.

Nous accusons la SNCF. Elle est responsable de la dégradation de nos conditions de travail et de la souffrance que cela engendre pour les cheminotEs, avec des conséquences désastreuses.

La situation de Julien correspond à ce que nous vivons au quotidien...

Julien aurait pu se faire embaucher à l'Atelier SNCF de Tergnier, à quelques kilomètres de chez lui. Mais, (comme avec la fermeture de l'Atelier de Romilly Sur Seine) les patrons y réduisent sans cesse les effectifs, obligeant les travailleurs à aller chercher du boulot de plus en plus loin.

Julien aurait pu y être muté. Or sur un effectif de 482 cheminots au TEE (tous collègues confondus), 142 agents ont fait une demande de mutations : un « record » catastrophique !

Et de plus, à l'atelier de Tergnier, sur les 450 salariés qui y travaillent encore, seuls 300 sont au statut. Les autres travailleurs sont des salariés intérimaires, précaires. Il faut passer par Manpower pour y travailler!

Julien aurait pu prendre un logement en Ile de France, mais qui peut croire qu'avec un salaire de 1400 euros, on peut se loger à côté du TEE?

Julien aurait pu obtenir un logement SNCF à proximité de son travail, mais celle-ci vend les logements à tour de bras. 4 000 logements vendus rien qu'en 2018...

Julien aurait pu obtenir un poste de journée, mais c'est devenu impossible. Les nouveaux roulements des TGV les font circuler jusqu'à 12 heures par jour, entraînant un accroissement de la charge de travail sur les nuits et les matinées. Résultat, de plus en plus des collègues doivent prendre leur

voiture -avec des risques d'accidents- pour venir travailler faute de transports. Qui veut/peut dépenser 200 euros d'essence par mois pour un salaire de 1 400 euros ?

Cette problématique -notamment mise en avant par le mouvement des gilets jaunes- touche de nombreux salariés.

Julien aurait pu démissionner et il y pensait. Sur l'ensemble des salariés du CSE TGV Axe Est (de Paris à Strasbourg), il y a eu 25 démissions de la SNCF... dont 20 rien qu'au TEE ! Depuis le début de l'année 2019, nous en sommes déjà à une dizaine sur cet atelier.

La situation n'est plus tenable au TEE comme dans le reste de la SNCF : l'enquête patronale « Ampli » à laquelle 65% des cheminots ont répondu montre à quel point la situation est mauvaise. Seuls 16% des sondés sont satisfaits de leur rémunération, 29% satisfaits du management, et seulement 33% estiment qu'il fait « bon vivre dans l'entreprise ». C'est tellement catastrophique que la direction de la SNCF n'ose toujours pas communiquer sur ce sondage !

Pour la SNCF c'est toujours pareil : ne pas parler de ce qui va mal et faire comme si tout allait bien.

Mais ce sont tous ces éléments de la politique de la SNCF, mis bout à bout, qui rendent notre quotidien invivable

La logique patronale en accusation

Les réorganisations s'enchaînent à un rythme effréné. Plus personne ne comprend ce qui se passe, sait où il sera dans quelques mois. La vision à court terme de l'entreprise et la logique de rentabilité cassent les collectifs de travail, la solidarité entre cheminots, sape la confiance dans l'avenir. C'est un management par « l'insécurité permanente », utilisé par les patrons pour préparer la privatisation de l'entreprise.

Suppressions de lignes, réductions d'effectifs, flexibilité de plus en plus forte demandée aux travailleurs, bas salaires, fermetures de gares et de guichets: c'est la logique patronale qui est en cause ! Cette situation touche l'ensemble du monde du travail en France, mais aussi dans le monde comme vient de le souligner un rapport de l'Organisation Internationale du Travail (OIT)

Face à la souffrance au travail des solutions existent : Fin des réorganisations, achat de matériel roulant suffisant pour permettre aux cheminots des horaires décents, augmentation des salaires, logements pour les cheminots, vrais déroulements de carrière, fin de la fermeture des ateliers en Région, fin du recours à la sous-traitance et l'intérim !

Communiqué aux cheminots**Un suicide devant le siège SNCF le jour de l'ouverture du procès Orange / Lombard !**

Alors que s'ouvrait le procès de l'ex-DRH et patron D'Orange poursuivi pour s'être rendu coupable d'avoir mis en œuvre un management violent dans le cadre de la réorganisation de l'entreprise publique devenue S.A. « publique » puis S.A. « privée », la fédération SUD-Rail a été informé du suicide d'un salarié de la SNCF ce LUNDI 6 Mai.

Un agent des directions techniques de SNCF Réseau s'est jeté sous un train devant le siège de la SNCF ... Dans la future ex-entreprise publique, sous la pression d'un management violent lié aux restructurations lié(e)s au pacte ferroviaire et d'une politique de privatisation/productivité/Suppressions d'emplois menée de manière brutale, on continue à compter les morts !

l'omerta pour ne rien faire !

Le décompte macabre continu pour les cas dont on peut avoir connaissance ... Près d'une vingtaine depuis le début de l'année 2019, mais les dirigeants de la SNCF et le premier d'entre-eux s'entête à ne pas communiquer et à rendre public ce phénomène qui touche de plein fouet les travailleurs du rail. En décrétant l'Omerta sur le sujet, sans aucune justification sérieuse, la direction SNCF espère pouvoir s'exonérer de regarder la souffrance qu'elle crée à travers sa politique RH.

**Depuis 3 ans, plus de 100 Suicides ... et rien !**

En 2016, lors d'une première alerte sur le nombre de suicides dans l'entreprise, la direction avait créé un « observatoire » avec les organisations syndicales mais en l'absence de volonté et de transparence patronale, après 3 rencontres, il ne s'est plus jamais réuni.

Aujourd'hui, la direction SNCF annonce la création d'un comité de trois « personnalités », nommés, missionnés et défrayés par la SNCF... pour « observer et mesurer les conséquences du changement ». Pour la fédération SUD-Rail, c'est plus qu'insuffisant et bien en-deça des enjeux.

La SNCF doit faire la lumière sur les conséquences funestes du management et de la politique prescrite par les plus hauts dirigeants de

l'entreprise, notamment concernant les suicides Il est urgent de mettre un coup d'arrêt aux pratiques managériales de la direction de la SNCF. A la veille de la mise en application du pacte ferroviaire et dans le cadre de celle-ci, il est nécessaire de redonner aux cheminot-e-s de l'espoir et des références claires en leur assurant, à tous égards, les moyens d'accomplir un travail de qualité en toute sécurité.

La fédération SUD-Rail renouvelle ses condoléances aux familles de nos collègues qui ont mis fin à leurs jours et étudie les possibilités qui lui sont données aujourd'hui pour forcer cette entreprise encore publique à enfin reconnaître qu'elle ne peut s'exonérer d'une certaine responsabilité dans la mort de ces salariés. Alors que la situation est alarmante, dans une période où les changements sont menés de manière violente, la fédération SUD-Rail va interpellier le gouvernement sur la situation et tiendra dans les jours qui viennent une conférence de presse